DEPARTEMENT DE LA VIENNE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS LOUDUNAIS

Décision n° 3801 Nomenclature n° 3.3

<u>OBJET</u>: AVENANT N°3 AU BAIL PROFESSIONNEL AVEC MADAME ANNE FLORENCE AUDRAIN - KINESITHERAPEUTE – MAISON MEDICALE DES TROIS-MOUTIERS

Le Président de la Communauté de communes du Pays Loudunais :

VU

- l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération N° 2020-4-1 du 15 juillet 2020 portant élection de Monsieur Joël DAZAS en qualité de Président de la Communauté de communes du Pays Loudunais;
- la délibération n° 2020-5-3 du 22 juillet 2020 portant délégation de pouvoir du conseil communautaire au Président ;

CONSIDÉRANT que la Communauté de communes est propriétaire de la Maison médicale située 4 rue de la Gruche - 86120 LES TROIS-MOUTIERS et qu'elle en assure la gestion,

CONSIDÉRANT le bail professionnel de 6 années renouvelable 1 fois, passé entre la Communauté de communes et Madame Anne-Florence AUDRAIN, kinésithérapeute, immatriculée au SIRET n° 400 241 006 00040 pour la location d'un cabinet au sein de la Maison Médicale des Trois-Moutiers, décision n°2379 du 23 octobre 2012,

CONSIDÉRANT l'avenant n°1 au bail professionnel passé entre la Communauté de communes et Madame Anne-Florence AUDRAIN afin de fixer le montant des charges provisionnelles à 5.70 euros/m²/mois, décision n°2443 du 16 janvier 2014, CONSIDÉRANT l'avenant n°2 au bail professionnel passé entre la Communauté de communes et Madame Anne-Florence AUDRAIN concernant l'arrivée de Mme Laurence RICHEMONT dans le cabinet, décision n°3616 du 9 février 2023, CONSIDÉRANT que le montant de la provision pour charges facturé mensuellement ne correspond plus au montant réel des

CONSIDERANT que le montant de la provision pour charges facture mensuellement ne correspond plus au montant reel de charges vu les différentes augmentations intervenues au fil des années,



ARTICLE 1:

Un avenant n°3 au bail est signé afin de modifier à la hausse le montant de la provision pour charges mensuelles portée à 7.00 euros/mois/m².

ARTICLE 2:

L'avenant n°3 prendra effet au 1er avril 2024.

ARTICLE 3:

La recette sera inscrite au budget principal de la Communauté de communes en section de fonctionnement.

ARTICLE 4:

Les services de la Communauté de communes du Pays Loudunais sont chargés de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte à la prochaine séance du conseil communautaire.

Accusé de réception de la Sous-Préfecture

à

Accusé de réception en préfecture
)86-248600447-20240223-3801-AU
Date de télétransmission : 23/02/2024
Date de réception préfecture : 23/02/202

ARTICLE 5:

Conformément aux articles R 421-1 à R 421-7 du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou sa publication.

FAIT A LOUDUN, le 23 février 2024 Le Président, Joël DAZAS

SIGNÉ

Accusé de réception de la Sous-Préfecture

Accusé de réception en préfecture 086-248600447-20240223-3801-AU Date de télétransmission : 23/02/2024 Date de réception préfecture : 23/02/2024

Acte rendu exécutoire après
transmission en Sous-Préfecture
le 23 février 2024
et publication le 23 février 2024
Notifié le
à